

TABLEAU A

Raison sociale de l'organisme⁽¹⁾ :

SIRET :

Objet du projet :



ATTESTATION RECENSANT LES AIDES PUBLIQUES OCTROYEES DONT LES AIDES « DE MINIMIS » SUR TROIS ANS GLISSANTS (jusqu'à la date de la présente demande)

Cette attestation vise à recenser les aides publiques octroyées **dont** celles placées sous le règlement « de minimis » n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023.

Les aides « de minimis » constituent une catégorie particulière d'aides publiques auxquelles sont soumises toutes les structures recevant une aide publique (subvention,...) dans le cadre d'une activité considérée comme économique au sens de l'Union Européenne et ce quel que soit leur statut en droit français : entreprises, associations, collectivités,... Les pouvoirs publics (Etat, collectivités locales, établissements publics) qui allouent les aides « de minimis » ont l'obligation d'informer les structures bénéficiaires du caractère « de minimis » des aides attribuées et ce, quelle que soit leur nature (subvention, avance remboursable, crédit d'impôt, exonération de charges sociales ou fiscales).

Le montant maximum d'aide « de minimis » est de 300 000 € par l'organisme⁽¹⁾ sur les 36 derniers mois. La Commission européenne considère en effet qu'une telle aide ne menace pas de fausser la concurrence.

Je, soussigné(e) (nom, prénom), responsable légal(e) de l'organisme⁽¹⁾ atteste :

- L'exactitude des renseignements figurant dans ce formulaire ;
- Que l'organisme que je représente est en règle en ce qui concerne ses obligations fiscales et sociales ;
- Procédure collective en cours : Non Oui Plan de continuation : Non Oui

N'avoir reçu aucune aide publique durant les 36 derniers mois.

S'être vu octroyer les aides publiques listées dans le tableau ci-après, durant les 36 derniers mois.

(1) L'organisme peut être une Entreprise unique au sens européen. Si votre entreprise relève de la définition d'entreprise unique, vous disposez d'un seul plafond d'aide « de minimis » de 300 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides « de minimis » versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique.

Organisme Financier ¹	Objet de l'aide	Type d'aide ²	Nom du Régime d'aide ³	Date et Montant de l'aide attribuée Année N-3	Date et Montant de l'aide perçue Année N-2	Date et Montant de l'aide perçue Année N-1	Date et Montant de l'aide attribuée Année N
Union européenne :				
Etat :				
Région :				
Département :				
Commune :				
Autres :				
TOTAL							

Nom, Prénom et qualité du représentant de l'organisme :

Fait le à

Signature

Cachet de l'organisme

¹ Préciser le fonds, le ministère ou le nom de la collectivité

² Indiquez **1** pour Subvention, **2** pour Bonification d'intérêts, **3** pour Prêt et Garantie en « Equivalent Subvention Brute (ESB) », **4** pour Apport en capital,

³ Précisez un des trois types de régimes : **Exemptés** (de notification) X... /... ; **Notifiés N...** /... ; « **de minimis** » (exemple « de minimis » Aides en faveur des PME)